



U.C.S.A. cgt

Piocher dans le budget de France télévisions pour financer l'intermittence :

Non Bercy !

Après le président Sarkozy qui, pour sauver TF1, avait siphonné plusieurs centaines de millions d'€ de recettes publicitaires de FTV, voilà un secrétaire d'État PS au budget, qui recommande carrément de piocher dans les ressources allouées par l'État pour régler la crise de l'intermittence. [\(Voir article du Nouvel Obs : Intermittents : c'est France Télévisions qui va régler la facture\)](#)

Depuis 2008 FTV ne cesse de faire des économies. Pour financer le tout numérique, pour transformer les Outremer 1^{ère} en chaînes de plein exercice, pour alimenter la production privée (qui utilise à tour de bras les intermittents de façon notoirement abusive), pour absorber de nouvelles obligations de programmes. Et l'on pourrait rallonger la liste en reprenant les contraintes du COM qui ne cessent de grossir...

Ce COM a été construit avec un budget en déficit qui doit revenir à l'équilibre fin 2015. Le plan de départ volontaire doit produire 30M€ d'économies d'ici 3 ans en supprimant 350 emplois. Vont s'y ajouter d'autres économies sur les coûts de fonctionnement, la suppression des non-permanents (- 370 ETP en 2 ans), la politique de rediffusion, la dégradation de la qualité des antennes, le recul de France 3 sur les territoires... L'objectif étant de redresser le résultat opérationnel de près de 150M€ en 2 ans !

Après deux défaites électorales des plus cuisantes pour le pouvoir en place, on peut constater que la sanction idéologique n'a pas été comprise puisque ce dernier s'apprêterait à en rajouter une nouvelle couche : il envisage de dépouiller FTV, premier outil de culture, d'information et de débat citoyen dans le pays, pour tenter de refinancer un régime qui a amplement profité aux entreprises privées.

FTV est soumis à un double défi, exister comme entreprise publique dans un paysage numérique dominé par des mastodontes non européens (google, amazon, facebook, apple, netflix), et faire des programmes nationaux, régionaux, ultra-marins toujours à moindre coût, sur plusieurs bassins de la planète, pour plusieurs canaux de diffusion.

La proposition du secrétaire d'État au budget est d'une exceptionnelle gravité. Elle conduirait à une nouvelle restructuration d'une entreprise déjà sous-financée, sans perspective stratégique claire de la part de représentants d'un État incapables de penser la question publique dans un univers numérique totalement ouvert.

Faute d'affronter les vraies questions qui se posent autour du financement de l'intermittence, on en vient à imaginer un bricolage via un détournement des recettes publiques. L'intention est coupable, la manœuvre grossière. A court terme l'impact serait l'endettement de FTV, soit l'effet inverse de ce qui est exigé dans le COM signé par l'État il y a quelques mois.

On en vient à rêver, au nom de la raison, que ce ne soit là qu'une simple erreur de communication. A moins qu'il ne s'agisse de l'énième improvisation d'un gouvernement aux abois.

Paris, le 19 juin 2014